

mardi 30 août 2011
11:05



Béatrice Devènes / Pixsil.com



[HOME](#) > [INTERVIEWS](#) >

A- A+

Interview de Martine Brunshawig Graf

"La Suisse sortira bientôt de sa période blochérienne"

Par *Michel Guillaume, Chantal Tauxe* - Mis en ligne le 24.08.2011 à 15:25

BILAN. La conseillère nationale genevoise s'apprête à quitter le Palais fédéral. Non sans déplorer trois tares actuelles de la politique suisse: la personnalisation, l'émotion et l'immédiateté.

C'est une figure de la politique romande qui s'en va, plus tôt qu'on ne l'attendait. Responsable romande d'une grande association économique, puis conseillère d'Etat et enfin conseillère nationale candidate au Conseil fédéral, Martine Brunshawig Graf tire sa révérence. Non parce qu'elle a échoué dans sa quête de la fonction suprême, mais plutôt en raison des inquiétantes dérives de la politique suisse. Pour L'Hebdo, la libérale tire un bilan.

N'est-il pas un peu tôt de prendre votre retraite politique à 61 ans alors que Jacques - Neiryck (PDC/VD) se représente à 80 ans?

La politique n'a jamais été toute ma vie. J'ai eu une vie avant elle, j'en aurai une après. J'ai pris seule cette décision avant que d'autres ne songent à me la suggérer! Pour moi, partir n'est pas une punition, mais une récompense.

"Je n'avais pas envie de vivre le cirque de la réélection des conseillers fédéraux, avec son cortège de happenings et d'intrigues." Martine Brunshawig Graf, conseillère nationale genevoise

Mais n'avez-vous pas été blessée par votre éviction dans la course au Conseil fédéral en 2009?

Non. Après, j'ai continué à travailler avec le même entrain. Je ne peux pas regretter l'issue de l'élection (victoire du PLR Didier Burkhalter sur le PDC Urs Swaller, ndlr). La priorité de notre parti était de sauver le deuxième siège au Conseil fédéral, opération qui a réussi. Je n'ai pas été surprise de mon éviction, mais un peu de la manière.

Pourquoi vous retirez-vous alors que les médias sont unanimes à vous considérer comme la meilleure députée genevoise?

Il faut partir lorsqu'on est au sommet. J'aurais risqué l'oreiller de paresse si j'avais fait une

législature de plus. J'ai préféré créer un appel d'air pour la relève. Et puis, sincèrement, je n'avais pas envie de vivre le cirque de la réélection des conseillers fédéraux, avec son cortège de happenings et d'intrigues.

Vous avez dit être déçue par l'évolution de la politique cédant aux impératifs de l'immédiateté?

Au début des années 2000, les partis ont commencé à parler de la concordance sous un angle de plus en plus mathématique. Peu à peu, les conseillers fédéraux ont senti qu'ils devenaient vulnérables. Ils se sont alors mis sur le mode «campagne», devenant une sorte d'étendard de leur parti. Je déplore cette évolution.

La politique se fait-elle trop sous le coup de l'émotion?

Oui. Il est évident que le Conseil fédéral n'aurait pas pris la décision de sortir du nucléaire sans l'accident survenu à Fukushima. Il n'a pas eu l'honnêteté de dire toutes les contraintes qu'il faudra imposer pour y parvenir, à commencer par la révision de la loi sur le CO2. Il a omis de mentionner les conflits d'objectifs qui surgiront: comment assumer une hausse sensible des prix de l'énergie en cette période de franc fort qui pèse sur l'économie? Politiquement, cette décision était irresponsable.

Vous ne pensez pas que dans trente ans, on dira que cette décision certes précipitée était juste à long terme?

Je n'en sais rien. Mais une décision doit découler d'une pesée d'intérêts, qui n'a en l'occurrence pas eu lieu.

L'autre tare que vous déplorez, c'est la personnalisation de la politique?

Tout à fait. Le franc fort n'est pas le problème du seul ministre de l'Economie Johann Schneider-Ammann, mais celui de l'ensemble du Conseil fédéral. Cette personnalisation finit par créer une pression malsaine sur ses membres. Ce d'autant plus que la plupart des décisions ne concernent pas qu'un seul département.

Le Conseil fédéral vient de décider de débloquent deux milliards de francs pour soutenir l'économie suisse. A-t-il raison de le faire?

Personnellement, je suis très réservée, voire réticente. Il est juste de vouloir renforcer la législation, car les cartels verticaux sont un vrai problème. Mais pour le reste, il faudra faire très attention à ne pas créer des distorsions de concurrence.

L'UDC a transformé la politique suisse pour en faire une campagne électorale permanente. Cela empêche-t-il toute vision à long terme?

Il n'y a pas que l'UDC! Tous les partis ont fini par tomber dans ce travers. A notre décharge, il faut dire qu'à cet égard les attentes des médias sont très ambiguës, eux qui se demandent parfois pourquoi nous n'utilisons pas les mêmes armes que l'UDC. Mais le jour où nous le ferons, nous aurons vendu notre âme. Le PLR privilégie la vision à long terme.

Pourquoi Christoph Blocher marque-t-il si profondément la politique suisse?

Au Conseil fédéral, il a continué à jouer un rôle de chef de parti. Son bilan y est insatisfaisant. On attendait beaucoup de lui dans l'asile, son domaine de prédilection. Alors qu'il faut des conventions de réadmission pour renvoyer les requérants déboutés, Christoph Blocher n'en a pas signé une seule qui soit importante et utile. Quant à la politique d'immigration, peut-on parler d'un succès si l'UDC a dû lancer une initiative sur le renvoi des criminels étrangers alors que son propre ministre était en charge du dossier?

L'UDC a pris le leadership au sein du camp bourgeois...

Faux! Nous ne sommes pas devenus les suiveurs de l'UDC. De quelle influence parle-t-on? A part les campagnes sur l'interdiction des minarets et l'expulsion des criminels étrangers, le centre droit a gagné presque toutes les autres votations.

Tout de même. Qu'a fait le PLR de faux pour être pareillement distancé par l'UDC?

Vos électeurs vous pardonnent quelques prises de position qui ne leur plaisent pas. En revanche, ils ne tolèrent pas que le parti dévie d'une ligne virtuelle en laquelle ils croient. Ce fut par exemple le cas lors du débat interne au parti à propos de la stratégie de l'argent propre. L'électeur a eu l'impression que le PLR oubliait un peu vite la protection de la sphère privée.

Voyez-vous le moment où la Suisse sortira de sa période blochéenne?

Je pense que oui. L'heure de vérité viendra avec l'initiative sur l'immigration massive. Les milieux économiques commencent à s'apercevoir que l'avenir est au centre droit, et non à l'UDC qui fait toujours passer d'abord ses propres intérêts électoraux. Cette heure de vérité sonnera aussi pour

certaines députés UDC qui sont aussi des responsables patronaux, par exemple à l'USAM, qui devront vraiment choisir leur camp. Ils ne pourront pas se contenter de rester discrets.

Votre parti ne croit plus qu'en la voie bilatérale dans le dossier européen. Et vous qui étiez partisane de l'adhésion?

Il ne faut jamais dire «jamais». J'ai toujours des convictions européennes, mais il est clair qu'il n'y a pas d'urgence à se précipiter dans une UE qui est en train de mettre sur pied une gouvernance pour l'eurozone. Si nous adhérons sans reprendre l'euro, nous serions d'emblée exclus de cette gouvernance. Continuons donc à explorer la voie bilatérale. Mais à long terme, son prix risque de devenir trop élevé sans le droit de codécision.

Profil

Martine Brunschwig Graf

1950 Naissance à Fribourg.

1978 Rédactrice économiste à la Société de développement de l'économie suisse (SDES-Economiesuisse).

1988 Présidente du Parti libéral genevois.

1989 Election au Grand Conseil genevois.

1991 Directrice à la SDES à Genève.

1993 Election au Conseil d'Etat genevois.

2003 Election au Conseil national.

Tags: [Martine Brunschwig Graf](#),